



Union  
syndicale  
**Solidaires**

# Communiqué de presse

Paris, le 20 décembre 2023

## Loi immigration : xénophobie d'État

La loi immigration, portée par le gouvernement et votée le 19 décembre avec les voix de la "majorité présidentielle", de la droite et de l'extrême droite, est une régression sans précédent. Elle prévoit des restrictions fortes d'accès aux aides sociales puisqu'il faudra passer 3 à 5 ans sur le territoire français pour en bénéficier, des quotas migratoires, des mesures de déchéance de nationalité, l'abandon du droit du sol pour les personnes nées en France, le durcissement des conditions du regroupement familial, des mesures discriminatoires à l'encontre des étudiant·es étranger·es, ainsi que le rétablissement du délit de séjour irrégulier.

Ces mesures sont profondément racistes, elles rompent avec l'histoire et les fondements de notre démocratie en discriminant une partie de la population.

À l'occasion de la journée pour les droits des enfants du 20 novembre, SUD éducation avait déjà alerté sur les entraves aux droits de nos élèves, notamment les élèves sans papiers et les jeunes isolé·es étranger·es, en matière d'accès au logement et à la santé et sur les conséquences sur leur scolarité.

Avec l'adoption de cette loi, un cap est franchi en matière d'atteintes aux droits des enfants puisque certain·es de nos élèves se verront privé·es de la nationalité française, du droit de vivre en famille, du droit au logement. Le gouvernement entend signifier à ces élèves qu'ils et elles sont des citoyen·nes subalternes. C'est bien la démocratie et son apprentissage à l'école qui sont en danger.

Les mesures de "préférence nationale" de cette loi sont directement issues du programme de l'extrême droite. SUD

**Fédération SUD Éducation**

31 rue de la Grange aux Belles,  
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



éducation s'alarme de la reprise par le gouvernement des mesures de l'extrême droite en matière d'immigration avec cette loi mais également avec les mesures "Choc des savoirs" et les annonces sur l'uniforme au ministère de l'Éducation nationale.

Le gouvernement mène une politique raciste de ségrégation sociale : il désigne des boucs émissaires pour mieux diviser les classes populaires.

**SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser pour une société plus solidaire, plus émancipatrice et plus démocratique, contre le racisme.**